**Contribution CGT au séminaire FSU :**

**« 10 ans de chantier Travail et Syndicalisme »**

Lorsqu’on lit le livre de Bruno TRENTIN « La cité du travail », on comprend à quel point le syndicalisme durant le XXe siècle a cherché, par ses actions, à compenser la subordination des salariés par des batailles sur la quantité de travail, mais pas sur la qualité. Ainsi, l’essentiel de l’affrontement entre le capital et le travail s’est engagé sur la quantité du salaire, sur la quantité du temps, laissant trop souvent la qualité, le sens, le contenu et l’organisation de travail à la seule prérogative de l’employeur. Il y a eu, en quelque sorte, une acceptation tacite des salariés et du syndicalisme qui les représentait, d’une aliénation au travail qui serait compensée par un épanouissement extérieur au travail grâce à l’argent et au temps que nous aurions gagné par nos luttes. Une telle conception a privilégié seulement le travail comme une valeur marchande alors qu’il est d’abord et surtout une valeur anthropologique (il fait humanité), psychologique (on se construit au travail) et sociologique (le vivre ensemble).

C’est autour de ces réflexions engagées avec un certain nombre de chercheurs et à partir de la recherche action avec les syndicalistes CGT de Renault que la confédération a modifié toute son approche revendicative.

Cela a débouché au 50è congrès en mars 2013, par le document d’orientation qui actait la volonté de la CGT de transformer le travail, pour transformer la société (et pas l’inverse) et de décliner toute notre démarche revendicative à partir de la porte d’entrée du travail.

La mise en œuvre de cette démarche s’est organisée autour de la formation de nos dirigeants, de nos militants sous différentes formes (stages d’une semaine, journées d’étude).

Aujourd’hui, notre formation se décline de plus en plus vers les syndiqués dans les syndicats. De nombreux congrès de fédérations, d’unions départementales, de syndicats ont intégré cette démarche et y ont consacré un certain nombre de travaux.

Cette orientation revendicative, nous l’avons engagée aussi en dehors de la CGT, dans notre approche dans la négociation sur la qualité de vie au travail, dans des débats publics, mais aussi d’un point de vue institutionnel.

Ainsi, nous avons contribué avec d’autres, à modifier le fonctionnement du conseil d’orientation des conditions de travail (COCT) pour en faire un outil de décisions, ce qui a particulièrement été le cas dans l’élaboration du Plan Santé Travail n°3.

Mais c’est, bien sûr, en interne, avec nos syndicats que nous mesurons mieux la mise en œuvre de cette démarche revendicative. Pour les aider, nous avons élaboré un livret vulgarisant notre démarche, qui cherche avant tout à surmonter la fatalité grâce au pouvoir d’agir de chaque travailleur et à redonner une dimension collective au travail, alors que celui-ci est organisé pour diviser les salariés entre eux.

Durant ces trois dernières années, nous avons réuni à deux reprises près de 150 syndicats qui ont mis en œuvre cette démarche à partir du travail. Ils nous ont témoigné des nombreuses avancées revendicatives gagnées avec cette démarche. Ils ont souligné une implication plus forte des salariés dans les actions en mettant au cœur le débat sur la qualité du travail. Très souvent, cette implication se traduit par des adhésions à la CGT et des gains électoraux.

Bien évidemment, il y a aussi des éléments de blocages. Ils sont essentiellement de 2 ordres :

* Le premier, c’est la difficulté concrète des salariés à parler de leur travail. En effet, les possibilités de rencontre et de débat sont limitées et bien souvent, il faut le faire en dehors de l’entreprise. S’ajoute à cela que les salariés voient plus facilement ce qui ne va pas que ce qu’ils mettent en œuvre tous les jours pour, malgré tout, essayer de faire du bon boulot ;
* Le deuxième, c’est que cette démarche bouscule la pratique d’un syndicalisme de délégués qui persiste encore beaucoup dans notre organisation. Dans cette démarche, nous cherchons à ce que les salariés soient auteurs et acteurs de leurs revendications et du débat sur la qualité du travail durant tout le processus de l’action. En cela, nous voulons aller vers un syndicalisme plus passeur de parole que porte-parole. Car les experts du travail, ce sont les salariés et il ne peut y avoir d’avant-garde éclairée, même si bien évidemment les syndicalistes ont un savoir-faire qu’il faut valoriser.

Au total, même si nous souhaitons que la généralisation de cette démarche aille plus vite, elle montre son efficacité, notamment dans la modification du rapport de forces dans chaque entreprise où elle est mise en œuvre.

Nous sommes donc aujourd’hui essentiellement dans une volonté de généralisation de cette démarche et la volonté de mettre la question du travail (et pas seulement l’emploi) au cœur du débat politique, du débat de société, car le travail fait société et il ne peut pas être débattu seulement en entreprise. C’est ce qu’a abordé récemment Philippe MARTINEZ, dans un interview aux Echos, lorsqu’il a dit qu’aucun candidat à la présidentielle ne connaissait le travail.

Montreuil, le 26 janvier 2017